

T2137 - 384 - 4,00 F

# le monde libertaire

rédaction  
administration  
3 rue ternaux  
75011 paris  
tel: 805 34.08  
ccp publico  
1128915 paris

N° 384 JEUDI 15 JANVIER 1981 4,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste



Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes

hebdomadaire

## SEPTENNAT DE MALHEUR !



### Editorial

**S**EPT ans de malheur ! Sous la III<sup>e</sup> République au moins — sacrée consolation ! —, les gouvernements sautaient au fur et à la démesure des scandales de l'époque. Il paraît effectivement difficile de ne pas faire de rapprochement entre la « République des Jules » et celle-ci, au demeurant beaucoup plus efficace.

L'art de gouverner, en effet, semble s'être perfectionné, si tant est que l'on puisse céder à ses impressions et admettre qu'il consiste à éclipser chaque scandale par un autre plus éclatant. A tel point qu'il faut quelque peu violenter nos mémoires pour se rappeler les premiers balbutiements de l'hyper-misérabilisme giscardien. Et qui perdure, dure... dure... Oubliés, les micros du *Canard*, enterrés dans une procédure de Justice aux ordres. Etouffée de mort naturelle, l'affaire de Broglie, sous le gros cul de l'innocent Prince Ponia-towski. Noyée, celle de Boulin, dans les eaux troubles

de boursicotages du couple présidentiel. Et les diams, en prix d'un maquereillage néo-colonial ! Et les écoutes téléphoniques, les « impairs » du fils d'Estaing, les passe-droits institutionnalisés... Pour ne citer qu'une partie de l'iceberg émergeant de cet océan d'ignominies. Vous avez dit ignominies ? Et comment donc ! Les bavures systématiques, la politique raciste, sexiste, le nucléaire asséné, les médias contrôlés, les insoumis pourchassés, l'inflation orchestrée, les profits scandaleux et les libertés tranquillement étranglées, « Sécurité-Liberté » ! Les peines de mort qui s'accumulent... Et par-dessus cet océan, une atmosphère de mépris.

Par les soins du maître, ce prince de l'hypocrisie, l'art de gouverner s'est raffiné (mais pas dans le sens de « purifié », tel qu'on l'emploie chez Eli-Aquitaine, par exemple). Ainsi, les « mass »-media ont-ils fait des progrès tentaculaires et se sont-ils gonflés d'une audace quotidienne sans précédent (si : Vichy...) « La France a peur » et autres gicquelleries sont devenues automatismes dans la langue de nos désinformateurs. On nous mâche le travail : événements et analyse sont inextricables. De quoi se plaint-on ! Par tant de talent,

nous en fait-on avaler des couleuvres ! A en redemander, tout en rechignant, ce qui en ferait des serpents qui se mordent la queue. Puisqu'on vous dit que tout cela tourne rond. Une belle mécanique, oui, que la perpétuation de cet étal de crasse. Une mécanique dont le contrôle échappe à ceux qui l'engendrent et qui ne peuvent que l'entretenir. Un besoin créé, finalement. Cela alimente — entre autres — les conversations de bistrot, distille l'amertume et, par effet d'accoutumance, la résignation, la passivité : le malheur.

Une rancœur grossissante, une désillusion vis-à-vis de la politique politicarde, issue de merde et qui ne renie pas ses origines. Un recul très net de l'intérêt pour la propagande des partis; une incrédulité envers les professionnels de la gestion de la vie commune grandissante, autant dont il nous faut profiter. C'est surtout quand tout est là pour prouver l'authenticité de nos propositions, quand nul espoir en aucun berger ne peut plus solidement se défendre, que notre pratique et notre travail, menés de front, peuvent intensifier leur crédibilité. Gouvernants et postulants tendent le bâton pour se faire battre, battons-les !

F°P. 2520

## Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

### PROVINCE

AINÉ : ANIZY-LE-CHATEAU  
 ALLIERS : MOULINS  
 ARDECHE : AUBENAS  
 AUBE : TROYES  
 AUDE : NARBONNE  
 B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX  
 DOUBS : BESANCON  
 EURE : EVREUX  
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL  
 GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC  
 HERAULT : BEZIERS  
 ILE-ET-VILAINE : RENNES  
 LOIRE-ET-LOIRE : TOURS  
 LOIRE : ST. ETIENNE  
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS  
 MOSELLE : METZ  
 NORD : LILLE-VALENCIENNES  
 OISE : CREIL - BEAUVAIS  
 ORNE : ARGENTAN  
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE  
 - BIARRITZ  
 HT-RHIN : MULHOUSE  
 RHONE : LYON  
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES  
 MANCHE : CHERBOURG  
 LOT-ET-GARONNE : AGEN  
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE  
 SOMME : AMIENS  
 VAR : REGION TOULONNAISE  
 VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN  
 HTE-VIENNE : LIMOGES  
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE  
 BELGIQUE  
 SUD-LUXEMBOURG

### RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2°, 5°, 6°, 7°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°

BANLIEUE SUD  
 - FRESNES-ANTONY  
 - LES ULIS  
 - MASSY-PALAISEAU  
 - ORSAY-BURES  
 - RIS-ORANGIS  
 - MASSY  
 - VILLEJUIF  
 - MONTROUGE

BANLIEUE EST  
 - GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES  
 - MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST  
 - NANTERRE - LA DÉFENSE  
 - VERNEUIL, LES MUREAUX

BANLIEUE NORD  
 - VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN  
 - DOMONT  
 - ARGENTEUIL, COLOMBES  
 - SEVRAN, BONDY

LIAISONS  
 La Seyne-sur-mer, Laon, Aine, Soissons, Cannes, Grasse, Ardennes, Salon, Caen, Angoulême, Marennes-Oléron, Saintes, Vierzon, Ajaccio, Saint-Brieuc, Bégard, Valence, Concarneau, Le Vigon, Brest, Montpellier, Sète, Châteauroux, Sassenage, Isère, Jura, Blois, Vendôme, Le Puy, Florac, Laval, Noyon, Hénil-Baumont, Bas Rhin, Le Mans, Thonon-les-Bains, Nord Seine-et-Marne, Maulé, Parthenay, Montauban, Hyères, Poitiers, Nord Haute-Vienne, Vosges, Toulouse.

### LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS  
 - LIAISON DES CHEMINOTES  
 - LIAISON DU LIVRE  
 - CERCLE INTER-BANQUES  
 - LIAISON SFP  
 - LIAISON INSTITUT DE SONDAGES

\*\*\*\*\*

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cèdex.  
 Groupe de Troyes : pour tous contacts, écrire à Claude Carcera, B.P. 2141, 37021 Tours-Cèdex.  
 Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette.  
 Permanence F.A. d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.  
 Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.  
 Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.  
 Groupe l'entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis et samedis de 18 à 19 h.  
 Groupe du 11° : permanence à Publico, 3, rue Ternaux, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.  
 Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens.  
 Liaison Blois : B.P. 803, 41008 Blois-Cèdex.  
 Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.  
 Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).  
 Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15°), Métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.  
 Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le mercredi de 16 à 19 h (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18°.  
 Groupe Evreux-Louviers : - CES, B.P. 237, 27002 Evreux-Cèdex; - F.A., 2, rue Roger Jourdain, 27400 Louviers.  
 Groupe Fresnes-Antony : mercredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro : Antony (tél. 668-48-58).  
 Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28, rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour).  
 Groupe libertaire Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libéraires, centre Alfa de Bondy, 3, allée des pensées, 93140 Bondy.  
 Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « salle communautaire du moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tél. (23) 80-17-09).  
 Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2° et 4° jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.  
 Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.  
 Liaison Angoulême : tous les samedis de 14 à 17 h dans son local, 19, rue des Acacias.  
 Groupe Voline : 26, rue Piat, 75011 Paris. Permanence le 1° et 3° jeudi de chaque mois de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.  
 Groupe de Grenoble : tous les premiers vendredis du mois (souffle 08-05-81), rue Berthe de Boissieux, Maison des Associations, ancienne Bourse du Travail de Grenoble, 2° étage, salle Est.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 3, rue Ternaux, Paris 11° (M° Oberkampf) - Tél : 805-34-08.

## COMMUNIQUÉS

Tous les anarchistes isolés, sympathisants libertaires ou personnes intéressées, désireux de s'associer pour la formation d'un groupe libertaire de la FA sur Nancy et proche région peuvent écrire aux RI.

Habitants de Sarcelles et proche banlieue, si la formation d'un groupe libertaire vous intéresse, écrire aux RI (pour le groupe de Sarcelles en formation) vous permettra de prendre contact.

Un groupe libertaire est en formation sur Caen. Les personnes intéressées par une prise de contact peuvent écrire aux RI.

Libertaires des Vosges, si vous désirez aider l'anarchisme à se développer, prenez contact avec la Fédération (liaison des Vosges), par l'intermédiaire des RI.

Les libertaires d'Evry intéressés par la création d'un groupe de la FA peuvent prendre contact avec les RI qui transmettront.

Le groupe de Domont organise des réunions de sympathisants toutes les trois semaines. La prochaine aura lieu le 16 janvier 1981. Rendez-vous à 20 h 30 devant la gare de Domont.

Le groupe Sacco-Vanzetti rappelle qu'il assure des ventes militantes du Monde Libertaire hebdomadaire : le vendredi de 17 h 30 à 19 h à la Gare de l'Est; le samedi de 10 h à 12 h au marché de Neuilly-sur-Marne; le dimanche de 10 h à 12 h au marché de Chelles.

Le groupe de Ris-Orangis informe ses sympathisants qu'il assure une vente militante du Monde Libertaire et de brochures tous les samedis de 10 h à 12 h sur le marché de Ris. N'hésitez pas à venir nous voir !

Les postiers et les postières désirant fonder un groupe anarchiste d'entreprise PTT dans l'immeuble abritant les services de Paris 13, du centre de lecture optique et de la DCFI, au 23, avenue de l'Italie, Paris 13°, sont priés de contacter les RI de la Fédération Anarchiste.

Les groupes anarchistes et les sympathisants libertaires de Rennes tiennent à exprimer leur profonde tristesse et à rendre hommage à leur camarade Michel Suchard, décédé fin décembre dernier à l'âge de 22 ans.

Les n° 1 de l'Agitateur, journal du groupe anarchiste d'Aubenas et de La Feuillée, journal du groupe Varlin sont parus. Vous pouvez les recevoir contre 1,40 F en timbres.

Le bulletin « Actes » du groupe Makhno de Saint-Etienne est paru. Pour l'obtenir, écrire à la permanence du groupe.

## Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17 rue des Poëliers à Angers

Tous les samedis de 14 à 15 h 10 rue Robert Planquette Paris 18° (M° Blanche)

Tous les samedis de 15 à 17 h 26 rue du Wad-Billy Metz - Tél. 74-41-58

Directeur de publication Maurice Joyeux  
 Commission paritaire n° 55 635  
 Imprimerie « Les marchés de France »  
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20°  
 Dépot légal 44 149 - 1° trimestre 1977  
 Routage 205 - Publi Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse

Le groupe anarchiste d'Aubenas organise une semaine antimilitariste.  
 Projection d'un film : Les anarchistes et le nucléaire, suivi d'un débat : Antraigues le 23 janvier, salle des fêtes à 20 h 30; Les Vans le 27 janvier, centre d'accueil à 20 h 30; Privas le 29 janvier à la mairie à 20 h 30; Aubenas le 30 janvier à la mairie à 20 h 30.  
 Table de presse. Entrée gratuite.

La prison dans la ville  
 Le groupe Fresnes-Antony, en commun avec le groupe de Ris-Orangis, émettra sur la prison de Fresnes et la région alentours, dimanche 18 janvier à 10 h sur 94,5 Mhz, FM.  
 La réunion-débat sur le problème des prisons aura lieu le vendredi 6 février à 20 h 30, à la salle de la Ruelle de la Fontaine (derrière la mairie de Fresnes, bus 187, Porte d'Orléans). La réunion sera précédée d'un exposé de Serge Livrozet.

VOUS ALLEZ VOTER  
 ALORS VIVOTEZ  
 FEDERATION ANARCHISTE

Le groupe du 11° vient d'éditer cette affiche  
 Prix : 2 F l'unité  
 0,60 F à partir de 10 ex.

Dans le contexte actuel de répression systématique envers certaines idées (se référer aux divers procès antimilitaristes à Limoges), mais aussi en prévention de l'application de la loi Peyrefitte qui vise, entre autres, à limiter sérieusement le droit d'expression, un débat est organisé afin d'expliquer des réactions devant ces actes scélérats et orchestrés par le pouvoir. Chacun est invité à y participer et à apporter ses propositions (il n'y en aura pas de trop...). Si nous ne réagissons pas immédiatement, demain il sera trop tard.  
 Groupe FA de Limoges

Le groupe libertaire de Sevrans-Bondy informe ses sympathisants et les personnes intéressées qu'il organise une conférence débat sur :  
 Les mutuelles, leur histoire, leur présent... l'avenir  
 avec la présence d'A. Devriendt, samedi 24 janvier à 15 h, au centre Alfa de Bondy, 3, allée des Pensées, 93140 Bondy.

Le groupe Fresnes-Antony vient de rééditer dans sa collection de brochures « Volonté Anarchiste des textes de base sur le problème de l'organisation anarchiste, aujourd'hui plus difficiles à se procurer. Le numéro 12 comprend la plate-forme d'Archinoff, la synthèse de S. Faure et des réflexions des groupes d'Angers et Malatesta de la FA.  
 L'abonnement peut être rétroactif et comporter des numéros déjà parus. Abonnement pour 8 numéros 80 F, abnt de soutien 120 F. CCP au nom de ASH 21 600 42 C Paris.  
 Adresse : groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 ANTONY. Prix de la brochure au numéro : 10 F.

Abonnez vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	50 F	55 F	78 F
26 n°	95 F	110 F	150 F
52 n°	180 F	210 F	280 F

LE MONDE LIBERTAIRE  
 Rédaction-Administration :  
 3 rue Ternaux 75011 Paris  
 Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F CCP Publico 11 289 15 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT  
 à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

à partir du N° ..... (inclus) ..... Pays .....

Abonnement  Reabonnement  Abonnement de soutien

Règlement (à joindre au bulletin):  
 Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

## en bref...en bref...

Le collectif antimilitariste de Brest organise du 2 au 8 février une semaine de « résistance à la militarisation ».

Du 2 au 6 : semaine du film antimilitariste, le 7 et 8 : rassemblement, parc Penfeld à Brest: forums, spectacles, théâtre chansons, dessinateurs, peintres, rock, folk, bouffe...

Une réunion de coordination est prévue à Rennes, à la MJC « La Paillette » le samedi 17 janvier à partir de 14 h (Rennes centre). Des détails supplémentaires dans un prochain ML.

Les camarades de la FA de Bretagne participent à ce rassemblement.

P.Y. Selles et T. Duvergier passeront en procès le 3 février à 14 h, au tribunal de Meaux, en Seine-et-Marne; ils sont accusés de dégradation d'édifices publics. En effet, ils ont écrit sur les murs de la gare de Lagny-sur-Marne : « une seule réforme de l'armée, sa suppression ».

Venez nombreux à l'audience.

Radio Martin Bidouré, radio libre de la région toulonnaise, émet tous les mercredis à 19 h 30 et les dimanches à 11 h sur 100 MHz en F.M.

Le dimanche 1<sup>er</sup> février à partir de 17 h, se tiendront les « Six heures pour l'antimilitarisme » au Palais Rameau boulevard Vauban à Lille. Avec Marseguerra, Casthélémis, Pierron, Font et Val.

Le groupe local FA est partie prenante de ces « Six heures pour l'antimilitarisme » et co-organisateur.

Dans France-Soir du 8 janvier 81, Jean Dutourd (académicien) s'en prend aux voleurs d'objets d'art et aux « vandales des monuments publics ».

Il écrit : « Tuer une œuvre d'art est plus grave que de tuer des hommes. Des hommes, on en refait tant qu'on veut : ce secret-là ne se perdra jamais. Tuer une statue du Bernin, c'est tuer l'unique, l'irremplaçable. C'est tuer la civilisation ».

Il termine ses élucubrations par : « j'ai lu dans une gazette que 63% des Français étaient favorables à la peine de mort. Ceux-là au moins ne me prendront pas pour un con ou un forcené ».

Il faut nous rappeler que la chronique est intitulée : « Peyrérite, au secours ».

Les prochaines séances du TPGA de Reuilly, rue de Reuilly, Paris auront lieu : mercredi 14 janvier et jeudi 15 janvier. (M° Reuilly).

En Afghanistan, et pour enrayer le nombre des désertions, le Conseil révolutionnaire afghan promet 350 F, en moyenne, aux soldats qui acceptent de prolonger leur service au-delà des deux années obligatoires.

## SOMMAIRE

PAGE 1  
Editorial  
PAGE 2  
Activités des groupes  
PAGE 3  
En bref  
Arrestation d'un insoumis  
Antimilitarisme fresnois  
Soutien aux déserteurs  
PAGE 4  
l'Etat assassin  
Manufance  
Revoilà les élections  
PAGE 5  
Les transports  
PAGE 6  
Informations Internationales  
PAGE 7  
Livres, spectacle, BD  
PAGE 8  
Sale coup pour les industriels français  
Au forum de l'expansion...

ARRESTATION  
D'UN INSOUMIS

**F**RANCIS Lebarbier, insoumis au service militaire depuis quatorze mois, a été arrêté vendredi 19 décembre 1980, près de Niort. Bien que la plupart des insoumis soient interpellés au hasard au cours d'un contrôle d'identité, pour Francis, il s'agissait d'un coup bien préparé : à quand la chasse aux sorcières systématique ?

Transféré à Périgueux dans la matinée, il a pu téléphoner à des amis niortais vers 16 heures, leur annonçant son départ pour le centre de sélection n°4 de Limoges, pour y effectuer ses trois jours. Les gendarmes lui font miroiter la réforme : Francis y croit dans la mesure où il lui manque un rein.

A Niort, le CLO et les libertaires ne chôment pas : ils colent des affiches, distribuent des tracts, contactent un maximum de personnes (en particulier sur Limoges), téléphonent très souvent à Périgueux pour prendre des nouvelles de Francis et marquer leur soutien.

Le lundi 22 décembre, vers 10 heures, une vingtaine de personnes se sont présentées devant le CS 4 de Limoges. Parmi elles, très peu de Limogeauds...

Les risques de répression (car pour l'instant aucune sanction n'est encore tombée) font leur effet sur les convictions des antimilitaristes en Haute-Vienne. Ainsi, le 17 décembre, les anarchistes appelaient à une manifestation en ville pour la liberté d'expression, en particulier celle des antimilitaristes : sur la cinquantaine de personnes venues soutenir le deuxième renvoyeur de livre à passer en procès à Limoges, à peine une dizaine de personnes se rassemblèrent. Conséquence et idéal s'évanouissent au bruit des bottes... Bref !

Le planton de nos jours reçoit gentiment. On nous fait même pénétrer dans le parloir en

attendant Francis. Mais les gradés se ravisent et nous font savoir que Francis n'est pas là. Peu après, nous sommes évacués, toujours en douceur, sur le trottoir. Les va-et-vient de la caserne nous distraient un moment, le planton s'étant mis en tête de fermer les grilles après chaque passage de véhicule (des fois qu'on envahirait la caserne !) Vers 11 heures, un véhicule familial se pointe à l'horizon. L'air bonhomme, le flic s'inquiète de nos désirs. « On vient prendre des nouvelles d'un copain ». L'absence de banderoles et de panneaux montre que ce n'est pas une manifestation. Comme nous disait un bidasse : « des insoumis, il y en a tous les jours, y'a pas de quoi en faire toute une histoire ! ». C'est sans doute ce qu'a pensé le flic, puisqu'en sortant de la caserne, sa seule réponse fut l'ordre de nous disperser. Les attroupements étant interdits à plus de quatre personnes, de petits groupes se formèrent sous l'œil attentif des flics. C'était encore trop puisqu'un peu peu plus tard, un gradé vint nous dire de changer de trottoir, celui-ci appartenant à la caserne (le tout agrémenté de multiples menaces et incitations à l'injure directement inspirées par la loi Peyrefitte).

Nous étions perplexes sur la venue de Francis, mais, vers 14 heures, il arriva accompagné de deux militaires et immédiatement mis à l'isolement. Des flics en civil montrent leur nez. Viendraient-ils soutenir Francis ? Les militaires font le vieux coup de l'issue de secours : Francis est reparti. Où ? Mystère. Vers 17 h 30, dispersion des manifestants. Nous lançons un « avis de recherche » pour retrouver Francis... car si lui-même est, d'après ses amis, convaincu qu'il va être réformé (et donc demande un soutien modéré), ce n'est pas l'avis de tous.

Groupe de Limoges

Antimilitarisme  
fresnois

**S**UITE à une rencontre entre le maire de Fresnes et des membres du groupe Fresnes-Antony, les jeunes qui réclameront des renseignements sur la loi relative à l'objection de conscience pourront se présenter au service des affaires militaires.

Celui-ci n'a jamais donné plus d'informations que de laisser feuilleter à ceux qui réclament des renseignements le code du Service national, sans indication de page. Le service des affaires militaires dépendant du ministère des Armées, son responsable s'en tient à la circulaire du préfet du Val-de-Marne demandant aux mairies qui auraient pu être contactées par des groupements d'objecteurs de ne pas donner suite et de s'en tenir au caractère, disons-le, clandestin de la loi.

En conséquence, le maire a demandé au service des affaires militaires de faire monter à son secrétariat les jeunes

réclamant des renseignements, qui seront dispensés par le secrétariat du maire. Une fois de plus, il nous faut dénoncer le bâillonnement des communes



par l'Etat, et développer le rapport de force en faveur de l'antimilitarisme.

Groupe Fresnes-Antony

## ARMÉES = CRIMES

SOUTIEN AUX  
DÉSERTEURS

**L**y a bientôt un mois, le 12 décembre 1980, la justice avait été une fois de plus rendue à Rennes, lors d'une session du TPGA. Ce jour-là, les accusés étaient le capitaine Pirauet, le lieutenant Pauc, le sergent-chef Laurino et le sergent La Rochelle. On leur reprochait d'avoir tué involontairement trois jeunes soldats, Marc Lepesquier, T. Gout et Jacques Simon, lors d'une marche d'acoutumance. Les faits ? Ils sont simples : les trois bidasses n'étaient pas assez « virils » pour supporter les trois jours d'efforts qu'on leur demandait pour la patrie. A cause de la stupidité militaire, qui veut qu'on marche ou crève, trois jeunes sont morts. Les responsables, mollement au début puis, sous la pression des parents des victimes et du CDLM\*, l'autorité militaire les a retrouvés. Le capitaine et ses trois complices furent traduits en justice où on leur reprochait leur maladresse et leur inconscience. Ils furent condamnés à des peines allant de six mois, dont trois fermes, à la relaxe, suivant l'ordre hiérarchique. L'armée, une fois de plus, faisait justice en condamnant ses braves soldats, sauf un peut-être, pour avoir eu des responsabilités dans l'affaire.

Revoltant ce procès ? A plus d'un titre ! Si véritablement les officiers et sous-officiers étaient coupables et responsables, pourquoi des peines si faibles, alors que les déserteurs et insoumis, eux, sont enfermés jusqu'à deux ans, sans avoir tué personne ? Dans le cas contraire, pourquoi ne pas les relaxer tous ? Alors, pourquoi ces procès-bidon ? C'est simple, il fallait des responsables. Ils ont été trouvés et châtiés. L'action de la justice est éteinte, et une fois de plus l'armée se retrouve déchargée. En offrant à la vindicte populaire des boucs-émissaires, elle se déteste d'un poids. Sa justice lui permet de se disculper à chaque fois qu'elle pouvait être remise en question.

Thierry, Marc et Jacques sont morts à cause de leur soumission. Celle-là même qu'on leur enseigne depuis leur enfance. Ils n'ont pas su, le moment venu, se rebeller. Ça leur a coûté la vie... et ils ne sont pas les seuls.

De tout temps, l'armée a été une mangeuse d'hommes. Parfois, elle déguise ses crimes en accidents, comme à Nouméa. Parfois, elle les appelle le destin ou le hasard de la guerre. Cette soumission que l'Etat exige des jeunes de vingt ans les détruit, même si ce n'est pas aussi tragique qu'à Nouméa. Que reste-t-il d'humain dans ce troupeau de bœufs beuglants, ivre mort, que l'on voit le dimanche soir dans les gares parisiennes ? Lorsque l'on refuse d'être complice de sa propre destruction, comme de celle de n'importe qui d'autre, et que l'on s'insoumet à cette servilité que l'armée prétend nous imposer, on devient un criminel. Ces criminels qui ont choisi d'être humains pour un jour, un mois ou pour leur vie, les prisonniers en sont pleins. La justice militaire en condamne plusieurs milliers chaque année à des peines allant jusqu'à trois ans. Ces odieux délinquants qui ont voulu, par leur attitude, manifester une quelconque critique de l'armée, on les appelle insoumis, déserteurs ou objecteurs.

Depuis quelques mois, nous sommes déserteurs. Nous avons choisi de reprendre notre liberté, et comme nous avions des choses à dire, nous nous sommes réunis à quatre (Pascal Biquillon, S.D. Boldzer, A. Negron et J. Carradeu) et nous, avons commencé une campagne d'information et de popularisation de nos idées avec le soutien du Groupe de Solidarité aux Déserteurs. Nous expliquons pourquoi nous dénonçons l'armée et son maître l'Etat. De ce fait, nous sommes des antimilitaristes. Notre lutte a pris depuis quelque temps un virage que nous attendions. Trois d'entre nous (Alain Negron, S.D. Boldzer et Thierry Carradeu) ont été arrêtés par la police lors d'une action de dénonciation de l'armée (voir ML n° 378 rubrique « En Bref »). Aujourd'hui, du fond de nos geôles respectives, nous continuons à dire que l'armée c'est le crime. Et il faut croire que l'on nous a entendu. La justice militaire, si lente d'habitude, veut nous juger le plus tôt

possible. Arrêtés le 29 novembre 1980, nous fûmes écroués le 30 et nous devrions passer en procès courant janvier, c'est-à-dire maintenant, d'un moment à l'autre. Un à deux mois de délai, c'est court quand on sait que la coutume veut qu'on croupisse en prison de quatre à six mois avant d'être jugé pour désertion. Espère-t-on aller plus vite que la mobilisation de soutien et nous frapper durement dans un silence quasi total ? C'est probable. (Les militaires ont le droit d'espérer). Ces procès, nous le savons, seront encore une manifestation de l'arbitraire de la justice militaire. Nous serons condamnés au nom du peuple français qui ignore l'existence des TPGA. L'armée nous incarne pour de longs mois avec peut-être l'espoir de nous soumettre. Mais ces procès seront aussi des manifestations antimilitaristes, nous ne sommes pas de ceux qui baissent la tête et rougissent sous le doigt accusateur du maître. Nous vous invitons tous à venir dénoncer l'armée à cette occasion.

Emprisonnés ou non, nous restons des déserteurs. Nous ne pouvons ni ne voulons revenir en arrière. L'armée nous détruit, nous refusons de continuer à la servir. Nous ne reconnaissons plus l'au-



torité de l'Etat ni de sa justice. De quel droit prétend-on nous juger ? Nous n'avons de comptes à rendre qu'à notre propre conscience. En fait, si l'armée fait semblant de nous juger lors d'un carnaval sinistre, comme elle juge les autres réfractaires, c'est encore pour se disculper. Les insoumis et les déserteurs sont des malades mentaux, des voyous, ils sont nuilables, enfermons-les. L'armée ne peut pas être remise en cause par des chevelus hirsutes et agités.

Les murs des prisons n'empêcheront pas nos voix de s'élever. Notre présence, même entre ces murs, est une contestation de l'armée. Nous ne nous soumettrons pas, et il continuera à y avoir des jeunes qui désertèrent et se révolteront. Tant qu'il y aura des réfractaires en prison, il y aura des copains et des copines, comme ceux du GSD, pour informer, pour lutter et faire en sorte que le message de paix et de liberté que nous émettons de nos cellules résonnent dans le cœur des humains honnêtes.

Loin d'abdiquer, nous continuerons de lutter. Dès maintenant, nous appelons les déserteurs à se joindre à nous pour inculper l'armée. Nous invitons les sympathisants à se réunir en groupes de solidarité aux insoumis, déserteurs, objecteurs. « Objecteurs, insoumis déserteurs, solidarité », nous étions cent cinquante à crier ce slogan au Palais de Justice lors du procès des OP20. Et bien maintenant, allons au-delà des slogans. Nous avons, tous unis, la force nécessaire pour entraîner un mouvement de contestation aussi puissant que celui de 1974 lors des lois Debré. C'est par notre seule volonté que nous abattons ce géant aux pieds d'argile qu'est l'armée. Son socle est notre soumission, refusons-la et elle s'écroulera.

Il n'y a pas si longtemps, l'armée voyait à Marc, Thierry et Jacques leur vie qui ne faisait que débuter. Offrons-leur, comme à toutes les victimes de ce monstre kaki, un printemps antimilitariste et pourquoi pas insurrectionnel ? Quant à nous, Alain, Jean-Daniel et Thierry, quel que soit le verdict, nous ne nous soumettrons pas !

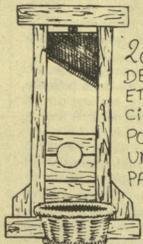
\* Comité Droits et Libertés dans l'Institution Militaire.  
A. Negron, J.D. Boldzer, T. Carradeu

## L'ETAT ASSASSIN

JEAN-LUC rivièr, Mohamad Charas, Jean-Jacques Nicolas et Philippe Maurice sont les quatre condamnés à mort détenus dans les prisons libérales avancées, otages d'un pouvoir qui brandit la guillotine comme s'il s'agissait d'un étendard de justice, ils sont à la merci d'un caprice de l'Etat.

Sympathique programme, la démocratie française fait bien les choses. Les braves gens vont pouvoir aller aux urnes tranquillement, rassurés par le travail de leurs maîtres. Ils sauront que le gouvernement n'hésite pas devant le meurtre pour assurer la réélection d'un président de confection, et pour perpétuer son ordre nouveau. Pas de quoi faire de joyeux ramdams dans les chaudières, selon un sondage publié par *Le Journal du Dimanche*, 63% des Français se prononcent pour la peine capitale.

En avant enfants de la patrie, l'aube des assassins de l'ordre va encore ensanglanter l'histoire. Une dernière cigarette pour la route. Merci docteur Guillotin. Et coupez, coupez bourreau, au nom du dieu sondage et de la sacro-sainte sécurité des électeurs ! En avant ! Vous pouvez faire votre macabre besogne, tout le monde s'en fout. Les députés, vautrés dans leur chambre d'opérette, repoussent avec célérité tous les débats sur ce sujet. Ils sont à la botte du ministère de la Justice. D'ailleurs, ils ont voté le projet « Sécurité et Liberté ». Le fascisme sournois s'allonge sur l'hexagone, avec la bénédiction du Français de service. L'Etat enseigne la peur aux populations, sur fond de crise économique. Regardez les colonnes de *France-Sort*, de *Minute*, du *Parisien*, c'est l'appel au meurtre. Ecoutez les Gicquel en tout genre vous affirmant avec des airs de vierges lubriques que « la France a peur », qu'il faut faire quelque chose contre le laxisme des autorités. C'est une grande comédie, et les acteurs principaux hurlent à la mort comme des anges des ténébres.



20 SIÈCLES DE SCIENCE ET DE CIVILISATION POUR PRODUIRE UN PAREIL OUTIL !

Sacré Giscard ! C'est cet homme qui affirmait, une lame à la paupière, en 1974, lors d'une précédente campagne, qu'« il suffit d'entendre les termes de *peine de mort* pour comprendre l'horreur de cette chose ». Belle âme généreuse, humaniste éclairé, petite bonne-sœur de charité, vous avez un tableau de chasse édifiant. Edifiant ! Mais si, M. le Président, ce furent de très belles représentations, et on attend les autres avec impatience. Le résultat doit vous faire bander comme un pape dans un cimetière : Christian Rannucci, Jérôme Carrein, Hamida Djanboudi, sacrifiés sur l'estrade puante du suffrage universel, pour que vive le roi de France. C'est connu, Valéry aime à se prendre pour un roi. Le roi des assassins peut-être ?

Arthur PELUCRE

## MANUFRANCE

### Quelle coopérative ?

La proposition des cadres CGT de transformer Manufrance en coopérative ouvrière est la dernière péripétie — et non la moins surprenante — qu'a connue l'usine stéphanoise depuis le début de la crise. Surprenante, parce que la CGT ne nous avait guère habitués à ce genre d'initiative. Récemment, elle avait vivement pris à partie la section syndicale CFDT qui avait proposé de reprendre, dans les ateliers occupés, la fabrication des bicyclettes. Et elle s'y était opposée avec son moyen favori : la force. Surprenant aussi que l'initiative soit venue de l'UGICT, organisation de cadres qui, à Manufrance, est étroitement contrôlée par le PC. Le Guen, le Secrétaire national, qui a lui-même annoncé la proposition, est membre du Bureau politique du parti. L'UGICT a toujours défendu des positions « élitistes », « hiérarchistes », corporatives, finalement très proches de celles de la CGC. Il est vrai que le PC a découvert (timidement...) l'autogestion à l'occasion de la campagne des législatives de 78 !...

#### Arrêter le démantèlement

L'initiative intervient au moment où le dépeçage de Manufrance est commencé, avec la mise en location-gérance des secteurs les plus « juteux » : la vente par correspondance et *Le Chasseur français*. La CGT demande l'annulation de ces opérations, ainsi que celle de la décision du tribunal ordonnant l'évacuation de l'usine. Pour être acceptées par le tribunal de Commerce, il faudrait que les propositions de la CGT soient, sur le plan pécuniaire, supérieures à celles retenues par les juges à l'initiative de l'affairiste Bernard Tapie. Un plan industriel et financier devra être présenté au tribunal avant le 5 janvier. La CGT affirme pouvoir réunir plus de trois cents millions.

#### Du PC aux « jeunes » gaullistes

L'UGICT a reçu, bien entendu, l'appui du syndicat ouvrier CGT de l'usine, celui pratiquement sans réserve de la CGC, l'accord du PC, du PS. La CFDT, qui rappelle que ses propres initiatives furent brutalement combattues, accueille les propositions CGT avec « prudence, réserve, et espoir ». Le PSU déclare qu'il y a des « éléments favorables », mais s'étonne « que soit aujourd'hui découvert et proposé comme nouvelle panacée par la CGT ce qu'elle avait toujours refusé ». A noter l'approbation, enthousiaste celle-là, de l'UJF, c'est-à-dire l'Union des « jeunes » gaullistes !...

#### Une base bien contrôlée

Et les travailleurs de Manufrance, qu'en pensent-ils ? Dans le grand hall tendu de guirlandes multicolores où se cantonnent d'ordinaire les piquets d'occupation, les assemblées générales se succèdent.

Dans cette usine où la CGT est depuis toujours fortement majoritaire, où le PC a de solides assises, les travailleurs ont été soigneusement « conditionnés ». Ils viennent aux assemblées générales pour écouter et obéir aux consignes. Jamais d'initiative

de la base, pas la moindre vaguelette plus ou moins « gauchiste ». Tout est réglé, décidé par en haut. Et cela se perçoit dès qu'on essaie d'engager la discussion :

— **Que pensez-vous de cette proposition de coopérative ? Etes-vous d'accord ? Avez-vous une idée de ce qu'il est possible de faire ?**

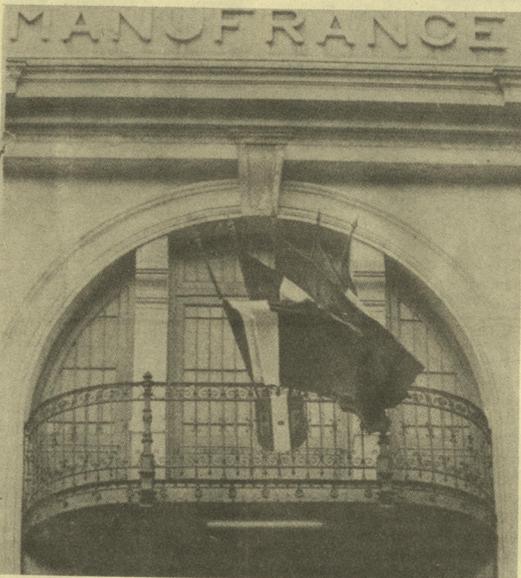
— *On va voir à l'assemblée. Il faut que Giscard lâche les cent cinquante millions. On empêchera Tapie de faire son mauvais coup...*

Ce sont là les thèmes sans cesse rabâchés de la propagande cégétiste. Quelqu'un note pourtant : *Cette idée de coopérative, nous l'avions eue déjà l'an passé, à la base.*

Il y a alors une société coopérative ouvrière de production (SCOP). Certes, les emplois pourraient être maintenus (dans quelles proportions ?) Mais il y a gros à parier que, pour les travailleurs, la différence ne serait pas grande entre cette « coopérative » et une entreprise capitaliste classique. On voit mal en effet les cadres de l'UGICT, ni ceux de la CGC, se convertir à la gestion ouvrière directe, s'incliner devant l'assemblée générale, remettre en cause la sacro-sainte hiérarchie qui, combinant l'autorité, les hauts salaires et les avantages divers, constitue leur raison d'être.

#### Ce qui fait courir l'UGICT...

J'ai entendu (en dehors de l'usine) cette réflexion d'un travail-



Mais, manifestement, la question n'a jamais été réellement débattue. Et si les idées de tous semblent bien floues, c'est parce que la CGT n'a jamais voulu préparer les travailleurs à la prise de contrôle de l'appareil de production. Il n'était pas question, pour elle, de répandre une notion aussi dangereuse à ses yeux que celle de la gestion ouvrière.

Aujourd'hui, quand l'assemblée générale approuve la constitution d'une coopérative, elle ne fait qu'entériner une décision prise au plus haut niveau puisqu'il a fallu que l'UGICT de Manufrance demande le « feu vert » à la Confédération...

#### Une manœuvre ?

Beaucoup de questions se posent quant aux intentions réelles de la CGT et du PC. Une hypothèse très répandue est celle de la manœuvre « tactique », de l'opération de retardement après les décisions du tribunal, peut-être pour torpiller les projets de Bernard Tapie. Pour conserver aussi le plus longtemps possible un bon cheval de bataille électoral. La CGT et le PC pensent que de toute façon, même si l'affaire n'aboutit pas, ils pourront toujours tirer un bénéfice politique en accusant le pouvoir.

#### Des cadres... autogestionnaires ?

Si l'initiative aboutit, de quoi s'agira-t-il ? Manufrance devien-

drat alors une société coopérative ouvrière de production (SCOP). Certes, les emplois pourraient être maintenus (dans quelles proportions ?) Mais il y a gros à parier que, pour les travailleurs, la différence ne serait pas grande entre cette « coopérative » et une entreprise capitaliste classique. On voit mal en effet les cadres de l'UGICT, ni ceux de la CGC, se convertir à la gestion ouvrière directe, s'incliner devant l'assemblée générale, remettre en cause la sacro-sainte hiérarchie qui, combinant l'autorité, les hauts salaires et les avantages divers, constitue leur raison d'être.

leur : *Manufrance ou autre chose, on s'en fout ! Ce qui compte, c'est d'avoir un emploi. Ce sont les cadres qui mènent la bagarre parce qu'ils veulent garder leur place.*

Certes, la grande majorité du personnel n'a pas cette façon de voir et suit les consignes syndicales. Mais ces propos sont révélateurs d'un aspect de la situation à Manufrance : les cadres de l'UGICT-CGT détenaient, dans l'usine, la presque totalité du pouvoir. Et ils tiennent à conserver l'intégrité de Manufrance pour conserver tous leurs pouvoirs. C'est ce qui fait courir l'UGICT, quelles que soient par ailleurs les arrière-pensées de la haute direction du PC et de la CGT.

Aux dernières nouvelles, une vingtaine de personnes ont adopté les statuts de la SCOP-Manufrance et ont porté à la tête du conseil de surveillance... l'ancien chef du bureau du personnel ! Ce qui confirme, s'il en était besoin, les craintes qu'on peut avoir quant à cette « coopérative ». Il y a bien peu de chances qu'elle soit une véritable coopérative ouvrière où les travailleurs gèrent eux-mêmes la production.

S.B.

(groupe Makhno de St-Etienne)

## Revoilà les élections

VOILÀ venu le temps où il faut à nouveau désigner celui qui conduira nos destinées ; celui à qui l'on s'en remet, dont on cautionne par avance toutes les actions puisque ce sera pour notre bien ; un professionnel de la politique, « sérieux », compétent, pas un pitre ! Cela va de soi.

Quand les gens comprendront-ils qu'il y a forcément antagonisme entre gouvernants et gouvernés ? Capitalistes et ouvriers ? Officiers et soldats, banquiers et paysans ? Ils tablent encore sur les réformes alors que de tout temps, quels que soient les gouvernements ou les partis, et ce, dans tous les pays, ils n'ont fait qu'une chose : « s'engraisser », sauvegarder et renforcer leurs privilèges.

L'écœurement vient quand même, le spectacle de ces politiciens leur fait comprendre qu'on les mène en bateau ; d'où Coluche et son succès. Pourtant, pas de refus des élections, toujours l'espoir de trouver un sauveur, un homme providentiel, un homme à poigne, quelqu'un qui ferait le ménage, la grande lessive. A nouveau, le profil du fascisme, mais qu'importe puisque ce serait « l'ordre », « la sécurité ».

Illusion, toujours illusion.

Croyance au miracle qui les sauverait au lieu de compter sur eux-mêmes, sur leur propre force, espérant toujours que d'autres feront leur travail ; et puis, à quoi bon agir ? N'y a-t-il pas des gens compétents, des gens qui savent, alors qu'eux ne savent pas. Depuis 1789, finalement rien n'a changé, il existe même une certaine pérennité : autrefois, croyance en l'intervention divine, actuellement, c'est de l'Etat que l'on attend des miracles que l'ancien dieu ne peut réaliser. L'Etat, sauvegarde de la nation, forcément démocratique puisque républicain. Ainsi, après avoir usé cinq républiques, toutes sortes de gouvernements, des plus réactionnaires aux partis de gauche en passant par les gaullistes. Est-on enfin guéri ? Que non, pas. Actuellement, ballotté au gré des ambitions d'un tas de canailles, on se laisse trimballer sans savoir où ni pourquoi, sans réclamer de comptes, malgré les évidentes malversations, fraudes et crimes que ne peuvent cacher, malgré toute leur « science », nos maîtres. Nous sommes tellement accoutumés à l'inaction qu'on ne peut s'en dépêtrer. Et puis, l'illusion entretenue par les politiciens est toujours plus alléchante. C'est plus facile, plus sécurisant de faire confiance.

Rien n'est remis en question, on croit encore aux grands principes républicains, malgré les lois scélérates, les droits de l'homme bafoués (Corse, Bretagne). On croit toujours à la sacro-sainte démocratie avec son corollaire les élections, où chacun croit encore détenir un moment le pouvoir de remettre en cause une politique sur laquelle il n'a et n'aura jamais par ce biais une once de décision. Ça ne fait rien, le tout est d'y croire, de le faire croire.

Elections, non... Autogestion, oui.

Liaison SÈTE

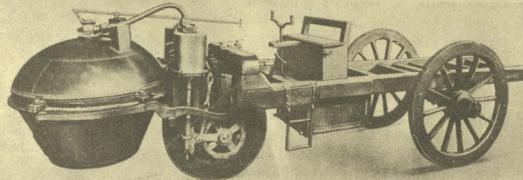
## VIE QUOTIDIENNE

## LES TRANSPORTS

UNE réflexion m'a été inspirée par la lecture du dernier numéro de la revue *Après-demain* (1), éditée par la Ligue des Droits de l'Homme, et dont le titre est tout un programme : « l'automobile ». Ce numéro, qui se présente sous forme de dossier, a les mêmes qualités que les numéros plus anciens consacrés par exemple à « l'eau », et « la forêt », sujets qui font partie de notre vie quotidienne, quel que soit le type de régime politique que nous subissons ou maîtriserions.

## Contenu du dossier

Il est impossible de résumer un dossier qui est déjà lui-même



me une synthèse sur ce vaste sujet. Je me contenterai de signaler les principaux sujets traités : l'automobile et la psychologie individuelle et collective; le bilan économique de la route; l'automobile et l'emploi; la vitesse et la mortalité accidentelle des jeunes etc.

Ce genre de problèmes ne laisse personne indifférent, et il serait trop facile de penser que l'ensemble des problèmes posés par les transports (humains et économiques en particulier) ne sont cruciaux que parce qu'ils sont traités par des responsables, eux-mêmes englués dans le piège de la démocratie libérale avancée. Réclamer la socialisation des relations d'échanges économiques, c'est bien. Se préoccuper des problèmes posés par la distribution, c'est mieux. Mais étudier concrètement les questions techniques de la civilisation, des biens et des personnes, c'est-à-dire savoir relier la théorie à la pratique quotidienne, nous conduira à augmenter notre crédibilité auprès de nos contemporains.

## Données chiffrées

La vitesse : c'est sûrement le domaine qui touche le plus l'activité des utilisateurs de l'automobile, et celui sur lequel on dit le plus de sottises. Les chiffres sont accablants en ce qui concerne la corrélation vitesse-accidents. Ils sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Pays	Vitesse maximale sur autoroute KM/H	vitesse maximale sur route KM/H	Vitesse maximale en ville KM/H	Nombre de morts (2)
U.S.A.	90	80	50	230
Grande-Bretagne	110	80	50	250
France	130	90	60	560

Même si l'on tient compte d'autres facteurs tels que record mondial de l'alcoolisme en France, agressivité des « représentants de l'ordre », respect des règles de vie collective (curieusement beaucoup mieux observées aux USA qu'en Grande-Bretagne), d'après les calculs effectués par Philippe Saint-Marc, l'application des normes américaines permettrait de réduire de huit mille le nombre des morts annuels de la route et de cent mille le celui des blessés. Si nous étions de bons républicains, l'action à mener nous semblerait évidente : application immédiate de telles normes, mise en place de moyens

de contrôle et de coercition.

En tant qu'anarchistes, nous avons à concilier liberté individuelle et sens de la responsabilité vis-à-vis de nos semblables, que la possession des automobiles soit personnelle ou collective (comme dans les kibboutz israéliens actuellement).

Il n'est bien sûr pas question de réinventer des méthodes quelconques de contrôle-répression d'un organisme responsable de la sécurité routière : nous aurions réinventé l'Etat...

Les automobiles constituent une agrégation d'individus sans objectif ni pratique commune, si ce n'est l'usage du même macadam, le recours aux mêmes garagistes et mêmes pompistes, le paiement de la même vignette...

Pour concrétiser un comportement social solidaire et responsable, nous pourrions proposer, en nous inspirant des pratiques des guildes et des fraternités du Moyen Age, la création de « sociétés d'automobilistes » dans chaque quartier de grandes villes. De ces sociétés serait membre d'office tout automobiliste (qu'il soit propriétaire ou simple utilisateur du véhicule, ce qui est une autre question intéressante à débattre), avec les droits et les devoirs incombant à tout associé. Parmi les devoirs, on peut

citer : respect rigoureux de la sécurité générale; assistance à tout automobiliste; propositions pour l'amélioration permanente des conditions de déplacement.

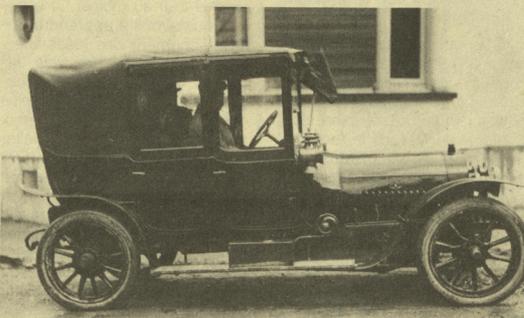
L'ensemble de ces règles de vie détaillées seraient proposées à tout nouvel adhérent et constituerait le contrat liant le nouvel associé et sa société.

A partir de ces cellules de base, on peut aisément concevoir une organisation fédérale de toutes les associations locales. En cas de non-respect de ces règles de vie, tout témoin de cette transgression aurait à son tour la tâche d'en avertir la société de base dont fait partie l'associé en cause, société de base qui aura le pouvoir et le devoir de trancher le litige. En cas de manquement grave, la ou les instances fédérales pourraient être alertées.

Je n'ai essayé ici que d'esquisser ce que pouvait être la reprise en charge par la collectivité de la notion de sécurité routière, assumée actuellement par l'Etat anonyme et dépersonnalisé. Je suis également parfaitement conscient de la non-viabilité de telles solutions dans les sociétés anarchistes qui conduiraient inévitablement à la création d'un climat de délation insupportable.

## L'automobile et l'emploi

Pour connaître le nombre de personnes directement impliquées dans cette industrie, les calculs ne sont pas très simples à faire, en tenant compte des interactions en amont et en aval avec d'autres branches industrielles, ce qui est vrai d'ailleurs pour tout calcul de ce type, quelle que soit l'activité économique considérée. D'après les savants calculs réalisés par Christian Baudelot, Roger Establet et Jacques Toiser, on arrive aux chiffres



suivants : travailleurs de la branche automobile : 344 956; commerçants de l'automobile : 78 335; banques et assurances : 12 808; sous-traitants : 245 367; Total : 681 106.

Si mon résumé des thèses exprimées par les auteurs de l'article est erroné, c'est avec plaisir que nous publierons un rectificatif.

## Bilan économique de la route

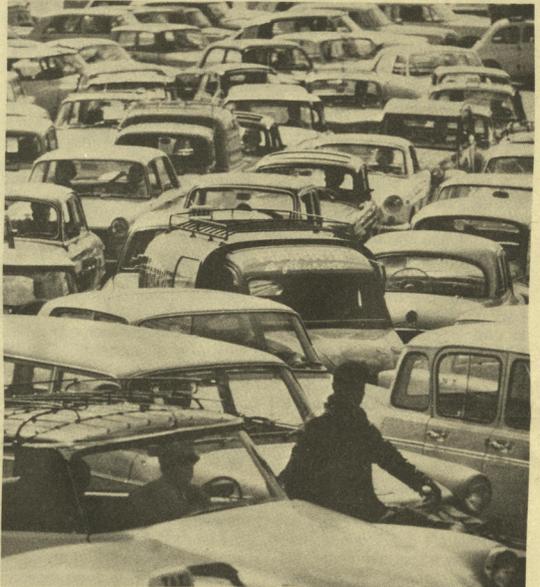
Cette notion consiste à chiffrer, au niveau de l'Etat, les recettes

(taxes, péages, impôts de toute nature) et les dépenses routières. Ce chapitre, fort important, est hélas traité d'une manière non synthétique dans le dossier de la LDH. J'en retiendrai trois éléments essentiels :

1) Surplus du coût pour la collectivité des accidents de la route

nécessite une réflexion permanente sur les meilleurs choix possibles, directement liés au mode de vie souhaité par la communauté humaine.

Là, nous sommes dans un domaine où les anarchistes et les anarcho-syndicalistes ont leur mot à dire et un rôle prépondé-



par rapport au coût supporté par les automobilistes : entre cinq et vingt milliards de nouveaux francs. Chiffres à méditer et à rapprocher du paragraphe vitesse.

2) Bilan global. D'après les différentes sources, on peut estimer ce bilan à cinquante mille millions de francs hors TVA. Mais le plus inattendu, c'est qu'il semble que la route « rapporte » de

rant à jouer. En particulier, sur la compétition rail-route, tous les experts arrivent à la même conclusion : le chemin de fer (4) est de très loin la meilleure solution quand on envisage les aspects économiques, écologiques, humains, etc.

Un des critères qui milite en fonction du fonctionnement fédéraliste et libertaire de la société consiste précisément en une gestion la plus rationnelle possible des ressources des hommes et de la richesse de la nature.

L'approche du mode de transport des hommes et des marchandises, aspect banal de notre vie quotidienne, est encore une façon de le montrer.

Yves PEYRAUT

(1) Non-vendue en kiosque. La réclamer, moyennant 25 F, à l'adresse suivante : 27, rue Jean Dolent, 75014 Paris.

(2) En millions de véhicules par kilomètre parcouru.

(3) Apparemment 15 millions par an.

(4) La FNAUT (Fédération nationale des Associations d'Usagers des Transports), au cours de son congrès récemment tenu à Lille, arrive aux mêmes conclusions. Elle propose même un « schéma ferroviaire national » aux pouvoirs publics. Les causes fondamentales des préoccupations de telles organisations et de nous-mêmes sont peut-être divergentes, mais la qualité de leurs dossiers techniques et de leurs propositions sont dignes d'intérêt.



# informations internationales



## GDANSK DÉCEMBRE 80

**P**ÉNÉTRER dans cette ville procure une curieuse impression. Gdansk 80 est en effet devenue un nom « miracle » sur lequel chacun plaque ses fantasmes ou ses conceptions politiques pour les faire devenir réalité, réalité non reliée à la vie quotidienne polonaise et médiatisée à travers les images et les analyses délivrées en Occident. Le climat social est souvent mal appréhendé. Gdansk 80, ce n'est ni la prise en main du pays par une sorte de démocratie chrétienne modérée ayant pour modèle l'Occident, ni le peuple en révolte déclenchant une insurrection armée pour renverser le régime.

A travers un bref passage à Gdansk, plusieurs impressions s'en dégagent : l'effervescence de la population, sa mobilisation et son unité sont ce qui choque en premier. C'est inimaginable en France. Les travailleurs polonais donnent là la première et la plus importante des leçons à la classe ouvrière internationale ; la capacité d'organisation et de contrôle ouvrier, l'habileté dont fait preuve « Solidarité » ; la remise en cause profonde des structures du régime.

L'effervescence se rencontre partout. Déjà, dans le train qui m'amène à Gdansk, des soldats apposent des affiches de « Solidarité » dans tous les couloirs. Des tracts circulent : discussions, sourires. Je retrouverai ces affiches à Gdansk à la devanture de presque tous les magasins. « Pratiquement 100% des travailleurs ont adhéré au syndicat », m'explique Marek, employé dans un hôpital, « la population est prête à se mettre en grève en 24 heures pour défendre ses droits et ses acquis. On ne reviendra jamais en arrière. Beaucoup de membres du PC sont à « Solidarité ». D'ailleurs deux mille cinq cents à trois mille ont rendu leur carte à Gdansk depuis août (et rendre sa carte est lourd de signification, cela signifie perdre tous ses privilèges économiques et être mis en marge de la société). Tu sais, leur situation n'est pas aisée ici, car dans la plupart des cas, ils sont mis en quarantaine par tous les autres travailleurs ».

Marek me parle ensuite de la lutte des travailleurs de la santé, un des secteurs les plus mal payés en Pologne : le personnel d'entretien, des femmes, ne gagnent que deux mille zlotys, c'est-à-dire à peine de quoi manger. « Pour nous, il n'était pas possible de faire grève sans mettre en danger la sécurité des malades, alors les travailleurs des transports l'ont fait à notre place, pour nos revendications ». C'est ça la solidarité. « Voilà pourquoi nous sommes forts à l'heure actuelle ». Ils ont obtenu entière satisfaction.

Pour bien saisir cette notion de solidarité, il faut revenir en arrière, au mois d'août, lors des

grèves. Les ouvriers des chantiers navals Lénine avaient obtenu satisfaction et s'approprièrent à reprendre le travail lorsqu'une jeune ouvrière, Eva, leur a expliqué qu'ils devaient continuer la lutte, en solidarité avec les autres entreprises encore en grève. Et, à partir de là, le conflit a pris une dimension nationale et politique.

Il règne une grande détermination aux chantiers Lénine où la combativité est la plus grande. Sorte de bastion dans le bastion, les chantiers font penser à ce qu'a pu être Kronstadt. Mais ici, le radicalisme n'est pas incompatible avec la pondération. Pas question de lyncher le directeur, comme cela s'est vu autre part, ni même de le renvoyer, car les ouvriers savent jusqu'où ils peuvent aller sans risquer l'intervention de Big Brother. Cependant, à travers une discussion avec des membres de la section du syndicat des chantiers transparaît la remise en cause du système. Ces fameux chantiers Lénine sont l'un des foyers du radicalisme en Pologne à l'heure actuelle. Mais ce radicalisme n'emprunte pas cette fois-ci, comme en 1970, la voie des combats de rue, de l'incendie des bâtiments officiels et de la liquidation des miliciens. C'est un radicalisme qui se cantonne, au niveau des actions spectaculaires et immédiatement visibles donc répercutées dans la presse internationale, à la grève des chantiers et à la gestion de l'activité de la ville, à l'organisation d'un syndicat indépendant. Mais c'est un radicalisme aussi profond, et peut-être plus constructif que celui de 1970 dans la mesure où il y a une remise en cause profonde dans la pratique quotidienne de toute hiérarchie et de tout pouvoir non contrôlable et non contrôlé.

Cette atmosphère se retrouve un peu partout à Gdansk et imprègne toute la vie sociale et politique. On peut prendre pour exemple une réunion syndicale type. Devant le local de « Solidarité », Ulica Bratislava, des milliers de personnes sont massées. C'est jeudi, et chaque semaine se tient là le plenum du syndicat réunissant des délégués de tout le pays. Des haut-parleurs retransmettent à l'extérieur toute la réunion. Dans la salle, la plupart des délégués ont un magnétophone et l'enregistrent. Ainsi, pas de magouille possible, le contrôle des délégués et sur les délégués est total : ces bandes sont ensuite écoutées par les travailleurs dans tout le pays. « Nous voulons que le syndicat soit une maison de verre ». Toutes les réunions, toutes les négociations sont ainsi contrôlées par la base. Imaginez la même chose en France, pour Grenelle ou pour tout autre négociation. Les travailleurs de la Fiat ont imposé ce système récemment à Turin, en se réfé-

rant explicitement à l'exemple polonais. Obligé d'aller « négocier » à Rome, Lama, le Séguy local, s'est fait sortir par les travailleurs et a failli se faire lyncher. Comme on le voit, les travailleurs polonais ont des pratiques pour faire obstacle à toute manipulation de leurs mandats, que même les anarchistes n'utilisent pas. Pourtant, elles ne sont pas superflues : il vaut mieux prévenir que guérir. La conclusion de toute cela c'est que les ouvriers polonais, tout influencés par l'Eglise catholique qu'ils soient, ont une telle idée de la démocratie ouvrière et des méthodes pour la faire respecter qu'ils nous donnent des leçons sur ce terrain.

Mobilisation, prudence et radicalisme, trois notions pas toujours complémentaires font que l'exemple polonais est une leçon pour nous tous. Et plutôt que d'essayer de donner des leçons aux travailleurs polonais, apprenons et retenons. L'application du contrôle ouvrier, les modalités de la gestion directe des travailleurs, l'unité de la classe ouvrière, tout ce qui n'est en France que des mots dont la réalisation paraît lointaine existe dans les faits en Pologne, ce qui est déjà très important même si tout ne cadre pas, loin de là, avec les idées anarchistes.

Mais, à travers ce mouvement, se dégagent des enseignements et des applications libertaires. Inconsciemment, la classe ouvrière a une pratique anarchiste (crypto-anarchiste), alors qu'il n'existe aucun mouvement, aucune organisation se réclamant de nos idées en Pologne, et qu'aucune propagande n'y a été faite depuis plus de trente ans, propagande connue tout au moins. Là encore, nous avons à apprendre. Le développement des idées libertaires peut suivre une voie différente de celle que nous imaginons. Différente, peut-être plus diffuse, mais en tout cas, mieux adaptée à la Pologne actuelle. Donc, plus efficace. C'est la pratique quotidienne d'un système totalitaire niant tout pouvoir et tout contrôle effectif aux travailleurs pour le mettre dans les mains d'une classe de privilégiés qui a amené les Polonais à avoir leur attitude actuelle, à vouloir toujours contrôler effectivement les gens qui les représentent, premier pas vers une organisation libertaire de leur vie. Mais la grande question reste de savoir s'ils seront assez conscients pour élargir ces principes à tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et même quotidienne, condition pour que ce mouvement puissent être caractérisé comme libertaire. Ce n'est qu'une évolution parmi de très nombreuses autres possibles, mais il ne faut pas la négliger car elle va dans notre sens.

A.R.

## Entretien avec quelques syndiqués des chantiers navals Lénine de Gdansk

— Quel est le taux de syndicalisation à « Solidarité » aux chantiers Lénine ?

— 100% (rires)

— Ne pensez-vous pas que le contrôle ouvrier que vous voulez mettre en place est incompatible avec le système dirigiste polonais ?

— Bien sûr, cela ne se fera pas tout seul ni tout de suite. Il ne faut pas brusquer les choses. Mais nous sommes les plus forts, car nous sommes tous unis et tous solidaires, tout le peuple polonais est uni et mobilisé, le gouvernement le sait et il ne pourra rien faire contre. On ne peut s'opposer aux volontés d'un peuple.

— Par quels moyens comptez-vous imposer le contrôle ouvrier ?

— Attends, il faut bien comprendre qu'on ne fait pas de politique, nous ne voulons pas renverser le gouvernement, notre lutte est syndicale, uniquement. Nous comptons imposer notre point de vue pacifiquement, sinon notre seule arme est la grève générale.

— Craignez-vous une intervention soviétique et est-ce que votre comportement est tempéré par cette crainte ?

— Si les Russes interviennent, c'est la grève générale partout. Tout le monde sera contre eux, ils le savent et n'interviendront vraisemblablement pas. Nous n'avons pas peur d'eux.

— Est-ce que la vie a changé depuis août ?

— Bien sûr. Personne n'est pareil, chacun s'est révélé dans la lutte. Les rapports sont encore plus fraternels, et nous commençons à croire au changement. Ici, Gdansk est une ville libre et cela se lit dans les yeux de tous.

— L'administration du pays doit-elle rester entre les mains du POUP ou doit-elle être l'émanation du peuple par le biais de « Solidarité », des coordinations régionales et nationales des travailleurs ?

— (Réponses assez confuses qui peuvent se résumer en trois phrases) : oui, les travailleurs doivent reconquérir le pouvoir. Nous voulons l'autogestion. Et vous, que pensez-vous de l'autogestion en France ?

De notre envoyé spécial en Pologne, A.R.

Le formulaire d'enquête qui suit a été distribué le 6 novembre dernier lors d'une assemblée générale de « Solidarité » à Gdansk. C'est, comme on peut le voir, un document très intéressant sur la manière dont le contrôle ouvrier est conçu et appliqué. Les résultats de l'enquête nous sont malheureusement inconnus, et c'est dommage, car ils auraient beaucoup appris sur l'état d'esprit des travailleurs vis-à-vis du fonctionnement de « Solidarité ». Le 6 novembre se situe en pleine crise, au moment où « Solidarité » pesait de tout son poids sur le pouvoir pour se faire reconnaître sans restriction.

### ATTENTION !!! — CETTE ENQUÊTE NE DOIT PAS ÊTRE SIGNÉE

#### ENQUÊTE

1. Comment à ton avis étaient tenues jusqu'à présent les assemblées de délégués du MKZ :

a) le plus souvent adroitement

b) le plus souvent maladroitement

2. Est-ce que tu considères que dans les assemblées du MKZ tu es en général suffisamment informé :

a) sur les affaires importantes pour le syndicat

OUI

NON

b) sur l'action du praesidium

OUI

NON

3. Comment évalues-tu l'importance des assemblées du MKZ ?

a) dans l'assemblée du MKZ trop peu de décisions sont mises au vote des délégués.

4. Est-ce qu'à ton avis dans l'assemblée on consacre assez de temps à la discussion avant le vote ?

a) le plus souvent assez

b) le plus souvent trop peu

5. Est-ce que tu considères que dans l'assemblée des délégués doivent être présents :

a) les seuls membres du praesidium présents ce jour-là à Gdansk,

b) seuls ceux qui ont à exposer un problème important suffisant.

6. Si tu as des propositions concrètes comme améliorer la façon dont les réunions se tiennent, écris-les en-dessous :

.....

7. Est-ce que les travailleurs de ton entreprise pensent s'associer à la préparation de la grève du 12/11/1980

a) OUI

b) NON

c) on ne sait pas encore

d) non, parce que le travail de l'entreprise a une importance fondamentale pour la vie des habitants.

NOMBRE D'EMPLOYÉS... L'ENTREPRISE EST :

a) de production ou un service

b) un bureau, une administration, une institution.

Q  
soit âgé  
toujours  
pour « p  
tait Col  
guerres,  
René-Lo  
près de  
et Berna  
derniers  
avec les  
Ch'min,  
propagan  
c'est à e  
ténne de  
actuel.



A une  
est écolo  
et retour  
diverses b  
d'avoir en  
les poème  
jours là p  
n'a pas c  
saine des  
tionale, in  
force de  
de ne poi  
nétement  
autre du  
gagé est t  
cantonné  
un public  
sera autar  
des textes  
sies dépa  
droit ré  
rejoindre  
la peine de

La « pré  
Couté est  
mes, bonh  
sur la gran  
des gamir  
encore m  
ne peut  
sément ca  
un obstac  
« gris' com

Le dir  
centre cu  
simon.  
Jean-L  
du journ  
tous les j  
té, Paris

Le stalinis  
La straté  
Droits de l'  
Lettres, F.  
L'action syn  
De l'incomp  
La mort me  
La nouvelle  
La tête du  
Calendrier

# Gaston Couté

## par Bernard Meulien et Jacques Florencie chante Bruant et Couté

QUEL est l'anarchiste pour qui le nom de Couté ne dit rien ? Qu'il soit âgé ou plus jeune, il s'est toujours trouvé des individus pour « porter » ses textes ; c'était Colladant entre les deux guerres, puis Bernard Salmon, René-Louis Lafforgue et, plus près de nous, Gérard Pierron et Bernard Meulien. Ces deux derniers ont réalisé, en relation avec les copains du *Vent du Ch'min*, un superbe travail de propagande de son œuvre, et c'est à eux que la poésie coutéenne doit son développement actuel.



A une époque où tout ce qui est écologique, bon vieux temps et retour à la terre permet aux diverses branches du capitalisme d'avoir encore de beaux jours, les poèmes de Couté sont toujours là pour dénoncer ce qui n'a pas changé : cupidité malsaine des possédants, fierté nationale, imbécillité religieuse. La force de Couté est justement de ne pouvoir être classé honnêtement dans une case ou une autre du régionalisme, son langage est trop universel pour être cantonné à sa région d'origine : un public brestois ou marseillais sera autant conquis par la force des textes. Le thème de ses poésies dépasse allégrement le cadre étroit du folklore local pour rejoindre celui, plus ample, de la peine des hommes.

La préoccupation majeure de Couté est le bonheur des hommes, bonheur de l'homme errant sur la grand'route blanche, joie des gamins que la vie n'a pas encore modelés, bonheur qui ne peut trouver son aboutissement car toujours se dresse un obstacle : religion, école « gris » comme eun' prison, haut'

comme eun' caserne », travail sous l'autorité de maîtres tout-puissants... Le monde de fraternité entrevu par Couté passe par la disparition de ces hérésies, et c'est là, je crois, le sens de sa participation militante sur la fin de sa vie au mouvement social. (La guerre sociale, concours aux soirées organisées par les anarchistes...).

N'ayant choisi précisément aucune des théories qui avaient cours à l'intérieur du mouvement anarchiste de l'époque, il gardait une entière liberté d'action et d'écriture. Farouche indépendant mais solidaire, Couté semble avoir été le type même du libertaire. De par son caractère de vagabond, il ne pouvait s'attacher au travail rationnel et de longue haleine d'un groupe militant, mais qu'importe ? Ses errements, ses rencontres, ses observations, auront été la source de magnifiques pièces de poésie, autant de manifestes pour un monde libre. Et, qui plus est, écrits dans un langage clair et précis à la portée de tous.

Oui, la philosophie de ses textes reste le meilleur témoignage sur son époque, sur son monde, les paysans. C'est là tout l'intérêt des disques de Meulien et de Florencie que de nous restituer chacun à leur manière la pensée profonde de Gaston Couté ; pour le premier, par un dur accent de révolte et de bonté, et pour le second, par une étonnante simplicité dans l'interprétation. Je crois qu'on peut parler pour l'un et pour l'autre de petits chefs-d'œuvre, comme *Les Mangeurs d'Terre* de Pierron(1) en fut un aussi.

Si le double album de Meulien ne surprendra pas beaucoup ses spectateurs par le deuxième disque de la pochette, celui-ci reprenant des enregistrements publics, il en étonnera sûrement plus d'un par le premier où se mêlent d'une manière plus agréable des bruits d'oiseaux, bourdonnements d'abeilles, textes longuement savourés et aussi une interprétation plus contemporaine de certains poèmes, mais je ne vais pas tout vous dévoiler. En bref, un disque splendide.

Petit Porcher

Ces deux albums sont en vente à Publico à respectivement 60 et 45 F.

(1) Disque *Chant du Monde LDX 74700*.

Le dimanche 25 janvier 1981, à 16 heures, salle Jean Vilar, le centre culturel communal d'Arcueil accueillera Jean-Roger Causimon.

Jean-Luc Debattice : tarif préférentiel en se recommandant du journal, 20 F au lieu de 35 F, pour one man's show, à 23 h., tous les jours sauf dimanche à l'Aire Libre, 3, impasse de la Gâté, Paris XIV\*, m° Edgar Quinet ou Gâté.

Le stalinisme français, B. Legendre	55 F
La stratégie du mensonge, A. Lecœur	36 F
Droits de l'homme et répression en URSS, M. Samatan	61 F
Lettres, F. Tristan	50 F
L'action syndicaliste, Griffuelhes	20 F
De l'incompétence militaire, Dixon	50 F
La mort mercenaire, Klein	45 F
La nouvelle grille, Laborit	50 F
La rêve du cosmonaute, Lemoine-Luccioni	50 F
Calendrier 81 de Solidarité internationale anti-fasciste	13 F

LIVRES  
EN  
VENTE  
A  
PUBLICO

## AIRLINE

MUSIQUE REBELLE

AIRLINE est encore inconnu du grand public, ignoré par les critiques de salon, boudé par les requins de show-business. Pas encore de disque enregistré, ça ne devrait tarder, mais un concert retransmis dernièrement en direct du Golf Drouot sur les ondes de Radio 7. Enfin, du hard-rock de qualité, dans la lignée des plus grands, loin des vedettes de confection comme Trust ou Starshooter. De la musique explosive et pleine de subtilités, interprétée par d'excellents musiciens et un très bon chanteur. Des sons violents, rebelles, des paroles intéressantes.

Un groupe à suivre donc. *Airline* va certainement donner quelques concerts à Paris et dans la banlieue, les mois prochains. En tout cas, nous n'avons pas fini d'en entendre parler. Pour le plaisir de nos oreilles.

Arthur PELUCRE

## On nous l'a dit...

On prend un chapiteau — un de ceux qui abritent encore parfois un petit cirque — on dit que c'est une merveilleuse salle de théâtre de quatre cents places, à condition de ne pas boudier sur la technique : sono, éclairage, chauffage. On choisit les spectacles à Avignon, à Nancy, ailleurs et au fil du temps...

En 1981, pendant la période scolaire, nous interviendrons sur cinq cantons du Var, quatre grandes tournées : cantons de Rians, Fayence, Le Luc, Draguignan, et enfin, à cheval sur deux cantons, sur la zone de Taradeau, Les Arcs, La Motte, Le Muy.

Chacune des quatre grandes tournées de 1981 sera sous le signe d'un mode d'expression dominant :

- janvier : le mime. Ph. Bizot et sa compagnie issue de l'école de mimes d'Angoulême qu'il a créée il y a cinq ans ;
- mars : le clown. *L'Armoire aux confitures*. Les techniques clownesques et la mise en scène à travers ces techniques ;
- avril/mai : un théâtre plus général (parlé, chanté). Spectacle non encore choisi ;
- rentrée scolaire 81 : la danse. Spectacle non encore choisi.

Janvier, février 1981. Tournée avec Philippe Bizot et sa compagnie de Pantomime. Ces spectacles auront lieu sous le chapiteau chauffé de la SA-REV, chaque fois en conclusion de quatre à cinq jours d'animation, par la troupe : samedi 27 janvier à 21 h, Draguignan : le chapiteau sera monté à côté de la piscine. (Tour d'archives) ; mercredi 21 janvier à 21 h, Gonfaron : le chapiteau sera monté sur la place du village ; samedi 24 janvier à 21 heures, Ginasservis : idem. ; jeudi 29 janvier à 21 heures, Les Arcs : le chapiteau sera monté Place du 11 Novembre, à côté de la salle des Fêtes ; samedi 7 février, Fayence : le chapiteau sera monté devant l'ancienne gare (quartier Pelassy).

## LA RÉVOLTE CANAQUE

par Epistolier et Rouge



La série « La Liberté à travers les âges » est parue dans l'« Echo des Savanes ».

FIN

## POÈME NOIR

Ce sera la grande haine/  
la saison des noirs blasphèmes/  
nuit des squales et des râles/  
aux multiples convulsions/  
plus nippée de coups de crosse/  
que de rêves un épicier/

A qui perd gagne j'ai tout osé/  
Et les fusils dans la plaine/  
entonneront l'alleluya/  
clignotant leurs yeux de braise/  
dans la nuit calme et sereine/  
Ce sera l'humour sans rides/  
Plus de tics de politiques/  
Plus de gosses ni de négoces/  
Les rages de dents sont passées/  
Les peines de cœur oubliées/  
La faucheuse étend son règne/  
Minéraux et végétaux/  
Chantent et dansent/  
sur nos osselets/  
ENFIN LIBRES.

THÉOPHILE



Ce sera la grande fête/  
Liberté Sécurité/  
ont dressé leur chapiteau/  
Plus de temps plus de savoir/  
pour tisser la grande ours/  
Suffira de couper l'ivraie/  
Assassinons l'espérance/  
Aux vieux damnés de la terre/  
des sillons troussons le cul/  
Plus moyen de sauver sa tête/  
Pour pourfendre ou bien se fendre/  
des entrailles aux cris du vent/  
Ce sera l'amour sans chaînes/  
des loubards couleur de glaise/  
langues et tripes déboussolées/  
sur dénonciation des corbeaux/  
la queue roide au ciel tendue/  
en un dernier echauffement/  
Emergeant de trous bourbeux/  
la tête roulée sous le bras/  
on les entendra gémir les arbres/



## TCHAD

### SALE COUP POUR LES INDUSTRIELS FRANÇAIS

**L**A fusion avec un autre Etat est devenue une véritable obsession pour le colonel Kadhafi. Après cinq tentatives infructueuses depuis une dizaine d'années, avec l'Egypte, le Soudan, la Tunisie et même avec la Syrie, il récidive avec le Tchad !

L'événement peut donc paraître tout à fait banal, d'autant plus que ce projet ne fait pas l'unanimité parmi l'état-major tchadien. Le lieutenant-colonel Kamougue, adjoint de Goukouni, n'a pas caché son opposition, et les différents commentaires des dirigeants de N'Djamena s'accordent à minimiser la portée de l'accord, dans le but vraisemblable d'éviter les discordes. Car enfin, il n'y a rien de plus dans ce projet de fusion que dans tous ceux qui l'ont précédé. Si ! Pour la première fois, la Libye prend pied dans un des pays de l'Afrique francophone et menace les intérêts financiers des industriels français. Voilà bien le vrai problème, la vraie raison qui fait que la transgression des règles internationales sur l'intégrité territoriale des Etats soulève l'indignation dans un cas et pas dans d'autres.

L'affaire du Tchad est avant tout un nouveau revers pour le néo-colonialisme français. Les of-

ficiels parlent de coopération, mais disons les choses clairement : les industries installées en Afrique avec des crédits et des techniciens venus de métropole sont des investissements qui rapportent, et qui rapportent gros ! D'autant plus que les bénéfices substantiels réalisés dans tous les pays de la « zone franc » (dont le Tchad fait partie), peuvent être rapatriés sans droits de douanes... et sans impôts, bien sûr. Vous ne voulez tout de même pas que les gouvernements africains prélèvent des impôts sur les bénéfices des investissements qu'ils ont sollicités ? La règle tombe sous le sens pour tout homme d'affaires avisé, d'autant plus que les monarques du coin ne manquent pas de se faire courtiser financièrement, cela va de soi ! Bokassa n'était pas un cas isolé...

Dès lors, on comprend pourquoi le gouvernement français se montre si préoccupé d'une éventuelle annexion du Tchad par la Libye, car cela signifierait que le Tchad s'affranchirait de l'aide « bienveillante » de la France en sortant de la « zone franc », ce qui menacerait directement les investissements réalisés par nos industriels.

La Syrie, l'Egypte et même la Tunisie ne constituent pas des

zones de prospection pour les industriels français. Là est toute la différence ! La Libye peut bien annexer toute l'Afrique anglophone, tant que les intérêts français ne seront pas menacés. Paris ne bougera pas. Mais que personne ne touche à la Centrafrique, au Tchad ou au Mali, sinon gare ! Le dispositif militaire français, toujours présent en Afrique, pourrait intervenir pour défendre la vie et les biens des deux cent soixante mille Français qui travaillent dans ces « pays amis ».

Il faut reconnaître à Giscard ce sens de la prémonition qui l'a amené, il y a peu de temps, à concentrer les deux ministères de la Défense et de la Coopération entre les mains d'un seul homme. Cette situation ne peut que faciliter la défense des intérêts de nos industriels en Afrique. C'est aussi le meilleur aveu que l'on puisse donner de ce qu'est véritablement cette « coopération » avec nos anciennes colonies : une nouvelle méthode de pillage systématique des ressources minières et humaines de ces immenses territoires où tout en définitive reste à faire.

C'est presque un lieu commun de dire que le sous-continent africain est en passe de devenir le principal lieu d'affrontement

entre les grandes puissances impérialistes. La présence massive de contingents militaires venus de tous les pays (au titre de la coopération, sans doute...) est là pour le prouver. Les affrontements pour l'exploitation des ressources pétrolières marquent un net recul, car de plus en plus, on se rend compte qu'il faut accepter les conditions posées par les pays producteurs. La stratégie du présent, destinée à préparer l'avenir, consiste à s'assurer la main-mise sur les pays qui détiennent d'immenses ressources inexploitées, notamment en uranium, et c'est le cas de la plupart des pays d'Afrique.

Il est parfaitement logique que ni l'URSS, ni la Chine n'aient l'intention de se satisfaire de la répartition des zones d'influence qui provient de la période coloniale, dont ils étaient absents. L'épreuve de force est donc engagée, et chacun des camps cherche à attirer le maximum de pays dans son orbite. Les références idéologiques des régimes en place et leur forme d'organisation sociale et politique passent au second plan. L'amitié qui lie l'URSS à la Libye ne peut pas s'expliquer autrement.

Chacun avance ses pions sur un échiquier dont toutes les cases sont déjà occupées. La politique

du « pousse-toi de là que je m'y mette » devient alors la règle. L'augmentation rapide des potentiels militaires de chaque pays prépare vraisemblablement une épreuve de force qui risque d'ici peu de mettre à feu et à sang un continent déjà suffisamment éprouvé par la folie « civilisatrice » des Occidentaux.

Au demeurant, le récent coup de force de la Libye risque de faire long feu. On voit mal comment le tribalisme qui vient d'animer une longue guerre civile au Tchad pourrait s'accommoder de l'intrusion d'une ethnie étrangère dans les affaires locales. Ces événements ne manqueront pas de faciliter la tâche d'un vaincu qui pourra plus facilement rassembler tout ce que le Tchad compte de nationalistes. Hissène Habré, l'ancien rebelle du Tibesti, le « terroriste » qui garda en otage l'ethnologue française Françoise Claustre pendant des mois, celui qui fut longtemps l'ennemi le plus acharné de la présence française au Tchad, pourrait rapidement devenir le meilleur allié de la France dans la poursuite de sa politique en Afrique.

Comme quoi le nationalisme n'est pas le pire ennemi du colonialisme...

A.S.

## Au forum de l'expansion, Poincaré et Pinay ont trouvé un successeur

# LE TESTAMENT ÉCONOMIQUE DE M. BARRE

**D**EVANT le gratin du patronat français, auquel s'étaient mêlés quelques-uns de ces technocrates qui ornent les cabinets ministériels, monsieur Barre a étalé en bonne conscience « En votant Giscard il y a sept ans, vous vouliez sauver l'économie libérale de ce pays, c'est ce que j'ai fait », s'est-il écrié. Et d'ajouter : « je ne pouvais pas faire une autre politique économique ». Dans le cadre de la défense et de la sauvegarde du système capitaliste en place, monsieur Barre a parfaitement raison. Il ne pouvait pas faire une autre politique sinon celle de Debré, encore plus rigoureuse, ou celle de Mitterrand qui, introduisant un peu de socialisme dans le système capitaliste, aurait perturbé l'économie sans détruire l'exploitation de classe et ainsi accéléré les mesures de contraintes qui de toute manière nous attendent !

Lorsqu'on juge la politique économique du septennat, il faut la voir à deux niveaux qu'il faut bien se garder de confondre, ce que font non seulement les partis de gauche, mais également ceux d'extrême-gauche, et cela pour des raisons purement électorales. Le premier de ces niveaux consiste à juger

de l'efficacité de la méthode pour sauver le régime, ce que fit monsieur Barre, et le second d'évaluer son impact sur le projet de transformation de la société capitaliste.

L'électeur jugera la politique de monsieur Barre à partir des répercussions qu'elle a sur sa situation particulière. Dans son esprit, elle devait se traduire par une amélioration raisonnable mais continue d'une progression économique où il aurait sa part. Or, cette politique économique de monsieur Barre, si elle a consisté à sauver le système (monsieur Barre ne s'est-il pas vanté d'avoir évité un nouveau juin 68 ?), a finalement échoué. Elle n'a pas tenu les promesses faites il y a sept ans au cours de la campagne électorale qui permit la victoire de Giscard. Si l'on en croit les sondages, devant ce désastre, le citoyen condamne le couple Giscard/Barre. Jugement brutal, dont la responsabilité incombe à monsieur Barre lui-même qui, devant la dégradation de la situation, a d'abord laissé croire que ce n'était qu'un mauvais moment à passer, pour affirmer ensuite que la situation était irréversible. Nous sommes là devant un jugement au premier niveau.

L'électeur, qui est un être naïf, c'est le moins qu'on puisse dire, a sans doute pensé que dans la tourmente économique qui secouait le monde, à défaut de Barre, d'autres Mitterrand, Marchais, Debré, Chirac feraient surager miraculeusement le pays et que seule un peu de rigueur sociale frappant de préférence les couches sociales auxquelles il n'appartient pas suffirait. Et, bien entendu, au cours de la campagne électorale, les autres vont la lui promettre ! Ce jugement au premier niveau est celui de tous les politiciens et de tous les syndicalistes englués dans le système. Ils nous promettent des greffes miraculeuses sur des troncs pourris. Au bout du chemin, ce sont les désillusions de monsieur Barre qui les guettent et qui les acculeront aux mêmes méthodes de classes pour sauver le système.

Ce qui rend cette méthode de raisonnement ridicule, c'est justement que pendant les sept années que Giscard a passées à l'Élysée, des transformations profondes se sont produites dans le monde, et elles ne permettent plus de décider de l'économie d'un pays à partir des petites commodités de la classe dirigeante, de la classe économique, de la classe politique, et

même de celles des simples citoyens.

C'est au niveau de la redistribution mondiale des matières premières, des moyens de production, des nécessités de la distribution que se joue l'avenir des citoyens de notre pays. Contrairement à ce que prétend le grand parti des idiots, les classes dirigeantes des pays économiquement développés sont atteintes de plein fouet par cette évolution. Pour conserver leur situation privilégiée, il leur faut baisser leurs prix de façon à être compétitifs. Pour baisser les prix de revient des objets fabriqués pour qu'ils restent compétitifs, et pour faire face au formidable appareil commercial que nécessite la concurrence, tout en gardant les privilèges de classe, il n'existe qu'un seul moyen, baisser les salaires, limiter les avantages sociaux. C'est cette politique qui fut amorcée il y a cinq ans par monsieur Barre qui, après une préparation prudente, a pris sa vitesse de croisière. L'élection présidentielle marquera une pause, le départ de Barre, un espoir sans lendemain. Le bougre qui veut jouer les Poincaré ou les Pinay, c'est-à-dire l'homme du recours, l'a dit avec un sourire goguenard, et c'est au moment où pour une fois il disait la vé-

rité que la presse, aux ordres du pouvoir, lui ait tombé sur les reins. Curieux ?

Devant cette évolution de l'économie, la position du monde du travail est toute tracée. C'est une attitude d'autonomie envers la classe dirigeante et envers un pays qui participe à une réorganisation économique dont il fera les frais. Les intérêts des travailleurs, dans cette étape difficile, sont des intérêts de classe. Il n'y a pas d'intérêts nationaux qui justifient une régression des conditions d'existence, que celle-ci soit proposée par la droite ou par la gauche, car la gauche au pouvoir, elle non plus ne sera pas tendre lorsqu'il s'agira de l'intérêt national. Il va falloir lutter pour défendre les salaires, la couverture sociale, non pas que cette lutte soit efficace et freine l'évolution mondiale de l'économie, mais parce qu'elle affaiblit le pouvoir et fortifie les masses dans cette idée que la nouvelle réorganisation qui s'impose, et qui de toute manière modifiera les conditions de vie des femmes et des hommes, ne se fera pas au profit d'une nouvelle classe, mais au profit de tous les travailleurs.

Maurice JOYEUX

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.